

POSITIV

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 1 rue Philidor, 75020 Paris

SIREN : 491 622 668

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

VICTOIRE AUDIT ET CONSEIL

Société de Commissariat aux comptes et d'Expertise Comptable au capital de 600 000 €

Inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région Paris Ile-de-France

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Siège Social : 5 place Tristan Bernard – 75017 - RCS Paris B 424 507 978

NAF 6920 Z - TVA FR : 82 424 507 978 - Téléphone : 01 43 80 98 98

Email : ttm@victoireaudit-expertise.fr – www.victoireaudit-expertise.fr

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association POSITIV relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période allant de notre nomination à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne les concours publics et subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport du Trésorier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 7 avril 2025



Thierry THIBAUT de MENONVILLE
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Paris

A large, abstract graphic consisting of several concentric, overlapping circular arcs in various shades of teal, creating a sense of motion or a stylized 'e' shape, centered on the page.

POSITIV'

Comptes annuels
31/12/2024

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement	10 632	8 354	2 277	4 403
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	1 100	1 100		
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		11 732	9 454	2 277	4 403
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	488 497	319 574	168 922	204 353
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL		488 497	319 574	168 922	204 353	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	2 282		2 282	2 282	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres	26 555		26 555	16 311	
	TOTAL		28 838		28 838	18 593
Total I			529 067	329 029	200 038	227 350
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	22 035		22 035	16 985
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	5 659 589	781 397	4 878 191	2 510 298
		TOTAL		5 681 624	781 397	4 900 226
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	909 762		909 762	25 522
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		53 932		53 932	88 001	
Total II			6 645 319	781 397	5 863 921	2 640 806
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			7 174 387	1 110 427	6 063 960	2 868 157
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	70 595	70 595
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	743 526	509 440
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	358 682	234 086
	Situation nette (sous-total)	1 172 804	814 122
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	203 165	246 273
	Provisions réglementées		
Total I		1 375 970	1 060 395
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	96 238	96 238
Total II		96 238	96 238
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	497 837	383 426
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	239 740	275 495
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	486 555	546 047
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 012 941	155 558
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	2 354 676	350 996
Total IV		4 591 751	1 711 523
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		6 063 960	2 868 157
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	191 160	67 959
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	45 895	25 150
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	5 102 842	2 835 089
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	88 000	32 900
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	1 294 045	1 537 770
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	102 900	177 192
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	30 743	62 057
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	6 664 426	4 670 160
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 321 822	987 988
	Aides financières	68 385	41 370
	Impôts, taxes et versements assimilés	256 036	207 316
	Salaires et traitements	2 813 661	2 340 681
	Charges sociales	1 038 775	875 566
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	59 471	60 768
	Dotations aux provisions	698 939	48 333
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	60 073	45 532
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	6 317 166	4 607 557
1. Résultat d'exploitation (I-II)		347 259	62 603

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1	5 31 840
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1	31 845
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	18 687 14	18 323 3 124
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	18 701	21 447
2. Résultat financier (III-IV)		-18 700	10 397
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		328 559	73 001
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	19 950 43 107	159 057 49 694
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	63 058	208 752
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	24 403 8 532	8 383 39 283
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	32 935	47 667
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		30 122	161 085
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		6 727 485	4 910 758
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		6 368 803	4 676 671
EXCÉDENT OU DÉFICIT		358 682	234 086
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		115 332	166 106
Bénévolat			
Total		115 332	166 106
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		52 072	50 135
Prestations en nature			
Personnel bénévole		63 260	115 971
Total		115 332	166 106

ASS POSITIV'

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2024



1 Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Les éléments sur lesquels reposent l'hypothèse de continuité de l'exploitation sont exposés en note « Informations générales complémentaires »
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'origine des biens apportés.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie des immobilisations soit :

- Droit au bail : 10 ans, mode linéaire

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'origine des biens apportés.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie des immobilisations soit :

- Matériel Informatique et mobilier : 3 ans, mode linéaire

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux titres de participations. Une provision est constatée lorsque la valeur d'acquisition du titre est supérieure à la valeur d'inventaire.

Subventions obtenues

Les subventions obtenues et non remboursables sont inscrites en produits pour le montant total figurant au bilan en subvention à recevoir. Les sommes relatives aux exercices futurs sont inscrites en produits constatées d'avance. Les subventions affectées à un projet défini et inscrites au cours de l'exercice au compte de résultat en produits, et non utilisées en totalité au cours de cet exercice, entraînent la traduction comptable de l'engagement pris envers le financeur. Cette charge est inscrite au compte "Engagements à réaliser sur subventions attribuées" et sera reprise en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants au rythme de réalisation des engagements.

Subventions accordées

En 2024, il existe quatre subventions accordées :

- 12 000.00 euros, liée à la Soirée de la Solidarité Positive
- 26 000.00 euros, liée au Partenariat Maif
- 11 966.11 euros, liée à l'Effort Construction sur les salaires 2024.
- 18 419.09 euros, liée à la subvention pour le CSE Positiv



2 Informations générales complémentaires

Continuité d'exploitation

L'année 2024 se solde par un résultat excédentaire de plusieurs centaines de milliers d'euros en grande partie du fait des projets conclus avec le Département du Nord. C'est également le cas pour le résultat d'exploitation. De même en termes de trésorerie consolidée, nous affichons un solde confortable de 718K€.

L'un des enjeux de l'Association réside désormais dans le déploiement à l'échelle d'autres territoires de nouveaux Contrats Impact dans la mesure où il s'agit de projets pré financés.

En parallèle, nous poursuivons activement le renforcement de nos partenariats bancaires pour garantir des lignes de découverts primordiales pour faire face aux décalages de paiement.

Nous envisageons à court terme de recourir à quelques placements financiers pour optimiser nos excédents de trésorerie.

Certes le contexte actuel socio politique laisse présager de baisses de dotations publiques qui constituent l'essentiel de nos financements mais c'est une situation que nous avons anticipée en identifiant par exemple les marchés publics sur lesquels nous multiplions les dossiers de candidatures.

Au regard des éléments explicités ci-dessus, la Direction est confiante sur la capacité de l'Association à poursuivre ses activités et par conséquent la validité de l'hypothèse sur la continuité d'exploitation.



3 **Faits caractéristiques de l'exercice et Evènements postérieurs à la clôture**

Faits caractéristiques de l'exercice

Plusieurs faits sont à signaler en interne :

- Au cours du dernier trimestre 2024, plusieurs promotions ont eu lieu sur les postes de direction et responsables régionaux
- En décembre 2024, le Conseil d'Administration réuni en Assemblée générale a nommé KarimTadjeddine Vice-Président de Positiv

D'un point de vue développement, nous nous sommes implantés en Occitanie avec l'ouverture d'une antenne à Perpignan. C'est le fruit d'un travail de longue date qui s'est concrétisé avec le soutien financier de la Région.

Le programme Entrepreneuriat Quartiers 2030 est une initiative gouvernementale visant à soutenir l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires politique de la Ville pour améliorer les conditions de vie des habitants issus ces territoires.

Positiv est lauréat sur les axes Accélérateur d'émergence et Accompagnement renforcé respectivement à hauteur de 1,080M et €1,260M€ jusqu'en 2026.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement marquant postérieur à l'exercice 2024 n'est à signaler. Le Contrat à Impact initié courant 2022 sur le volet diagnostic rebaptisé "Etincelles" dont la fin initiale était prévue en mars a été prolongée jusqu'en juin 2025 générant ainsi le paiement d'une nouvelle tranche de 400K€ pour 1000 réalisations supplémentaires.

Nous poursuivons le déploiement de la phase Accompagnement "Jump" démarré en 2024. Des comités de pilotage se tiennent régulièrement avec les différentes parties prenantes pour s'assurer de la bonne tenue du programme.



4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés



État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	11 732	-	-	-	11 732
	Install. générales, ag. Am. divers	284 217	-	-	-	284 217
	Matériel de transport	23 009	-	-	-	23 009
	Mat bur., informatique, mobilier	166 154	30 447	15 330	-	181 271
	Total III	473 381	30 447	15 330	-	488 497
Immobilisations financières	Participations	2 283	-	-	-	2 283
	Prêts et autres immo. financières	16 311	13 005	2 760	-	26 556
	Total IV	18 594	13 005	2 760	-	28 839
Total général		503 706	43 452	18 090	-	529 068

Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'origine des biens apportés. Les frais d'acquisitions sont incorporés au coût de revient.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'origine des biens apportés. Les frais d'acquisitions sont incorporés au coût de revient.

Immobilisations Financières

Les immobilisations financières correspondent à l'acquisition en 2019 de titres de participation NEF et CREDIT COOPERATIF, et aux dépôts de garantie des locations immobilières.



Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	7 328	2 126	-	9 454
	Install. générales, ag. Am. divers	124 392	35 280	-	159 672
	Matériel de transport	5 472	4 602	-	10 074
	Mat bur., informatique, mobilier	139 163	17 464	6 798	149 829
	Total III	269 027	57 346	6 798	319 575
Total général		276 355	59 472	6 798	329 029

Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	7 328	2 126	-	-	-	9 454
Corporelles	269 027	57 346	-	6 798	-	319 575
TOTAL	276 355	59 472	-	6 798		329 029



Actif circulant

Actif circulant / Dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	-	-	-
Autres	103 087	588 356	20 629	670 814
TOTAL	103 087	588 356	20 629	670 814

Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Loyers Centre Tolède	01/01/2025	31/03/2025	16 945.30		
Loyers Urban Station	01/01/2025	31/01/2025	8 890.61		
Loyers MSG Immo	01/01/2025	31/01/2025	815.14		
Assurance Siaci	14/02/2024	13/02/2025	168.40		
Abonnement Eau de Marseille	01/07/2024	30/06/2025	15.61		
Alarme Sécurité	07/03/2024	06/03/2025	188.40		
Location copieur	01/01/2025	31/03/2025	5 223.32		
Abonnement Genially	18/07/2024	17/07/2025	108.69		
4 Teck solutions	01/02/2025	31/01/2026	16 890.34		
Prestations Salesforce	14/02/2024	13/02/2025	3 347.90		
Abonnement ADOBE	30/09/2024	29/09/2025	577.01		
Prestations Nomination	03/04/2024	02/04/2025	762.21		
TOTAL			53 932.93		



Dépréciation de l'actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Autres	103 087	588 356	20 629	670 814
TOTAL	103 087	588 356	20 629	670 814

Provisions pour dépréciation de créances : Les provisions couvrant le dégagement de certaines dépenses non éligibles lors du contrôle de service fait par le FSE sur la subvention 2022 pour la Région PICARDIE, ont été reprises en totalité à la suite du paiement du solde de la subvention en 2024, soit un montant de 20 629 euros.

Les dotations de l'exercice 2024, concernent les différentes conventions FSE signées et en attente de paiement

Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat, au rythme des amortissements sous-jacents.

Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds propres, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.



Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	70 596	-	-	-	-	-	-	70 596
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserves	-	-	-	-		-		-
Report à nouveau	509 440	234 086	-	-		-		743 527
Excédent ou déficit de l'exercice		-	-	358 682	-	-	-	358 682
Subventions d'investissement	246 273			-		43 108		203 165
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	826 309	234 086	-	358 682	-	43 108	-	1 375 970

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs.



Subventions de fonctionnement

	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)	Utilisation (789)		Transferts	A la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention SANOFI	96 238					96 238	96238
TOTAL	96 238	-	-	-		96 238	96 238

Ressources liées à la générosité du public

	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)	Utilisation (789)		Transferts	A la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices"
Legs ou donations							
Donations temporaires d'usufruit							
TOTAL	-	-	-	-		-	-

Autres Passifs

Précisions sur d'autres dettes

(Produits constatés d'avance)

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ».



Subventions à reverser

Le poste « subvention à reverser » constate l'obligation de reversement de subventions lorsqu'il est établi de manière définitive que l'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire contenue dans la convention d'attribution de subvention ne pourra (ont) être atteint (s).

État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	22 035	22 035	
	Autres	5 652 749	5 652 749	
Charges constatées d'avance		53 933	53 933	
TOTAL		5 728 717	5 728 717	

Etat des échéances des Créances à moins d'un an dont les plus significatives :

- BPI Subventions à recevoir : 2 192 270.48 euros
- Département du nord : 407 700.91 euros
- CDC/PIC : 941 120.03 euros
- FSE Subventions à recevoir : 1 376 643.54 euros



ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	306 400	85 754	220 646	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		239 741	239 741		
Dettes fiscales et sociales		486 556	486 556		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		1 017 742	1 017 742		
Produits constatés d'avance		2 349 876	2 349 876		
TOTAL		4 400 315	4 179 669	220 646	

Dans le cadre du contrat à impact dans le département du nord, des investisseurs ont mis en place un financement du projet sous forme d'obligations, par tranche de 341k €. Les investisseurs seront remboursés par l'intermédiaire du département au fur et à mesure de l'avancement du projet et des indicateurs de performance atteints par POSITIV, ce qui représentent des données trop aléatoires pour établir un calendrier de remboursement de cette dette.

En cas d'arrêt prématuré du projet, les investisseurs ne seront pas remboursés des sommes investis au cours du projet

Emprunts souscrits en cours d'exercice	110 000 euros
Emprunts remboursés en cours d'exercice	118 799 euros
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

Etat des échéances des dettes à moins d'un an dont les plus significatives :

- Emprunts NEF, France Active, Crédit Coopératif, Caisse d'Epargne : 306 400 euros
- Provision Congés Payés et RTT : 229 085.47 euros
- URSSAF : 94 996 euros
- Taxe sur les Salaires : 56 733 euros
- Retraite, Prévoyance, Mutuelle : 62 479.31 euros
- Consortium avec EDLV à reverser : 430 920 euros



Compte de résultat

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC – Victoire Audit
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	12 000.00 euros
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	12 000.00 euros

Ventilation des subventions

Concours Publics et Subventions d'exploitation affectées à l'exercice 2024 : 5 102 842.75 €

dont :

- Subventions CDC/PIC : 710 641.65 €
- Subventions CNC : 45 000.00 €
- Subventions ASP CUI-CAE - EMPLOI AVENIR - AIDE EMBAUCHE - SERVICE CIVIQUE : 77 042.03 €
- Subventions Capital Jeunes Créateurs : 25 277.75 €
- Subventions Conseil Général : 60 000.00 €
- Subventions Activity : 110 000.00 €
- Subventions Contrat Impact - Département Nord : 2 148 974.48 €
- Subventions REGION : 267 225.00 €
- Subventions Etat : 4 000.00 €
- Subventions FSE : 1 240 407.84 €
- Subventions CUCS : 273 720.00 €
- Subventions COMMUNES : 16 000.00 €
- Subvention Communauté Agglomération : 124 554.00 €



5 Contributions volontaires

Les contributions volontaires concernent les éléments ci-dessous et ont été obtenu de la manière suivante :

- Locaux mis à disposition : recensement des sites occupés valorisés au regard des derniers montants communiqués par les collectivités
- Les mécénats de compétence : attestations de salaires transmises par le service RH de Capgemini
- Les licences Microsoft : reconduction de la valeur unitaire n-1 par le nombre moyen de salariés 2024

	Exercice	Exercice précédent
Produits		
Mise à disposition de personnel	63 260.00	115 971.00
Prestations en nature	52 072.00	50 135.00
Dons en nature		
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services	52 072.00	50 135.00
Mise à disposition de personnel	63 260.00	115 971.00

Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	27	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	51	
Ouvriers		
TOTAL	78	

Engagements hors bilan

Engagements en matière de pensions et départ à la retraite

NEANT